



Commune de Bayenghem-lez-Eperlecques

Délibération du Conseil Municipal

Envoyé en préfecture le 02/12/2025

Reçu en préfecture le 02/12/2025

Publié le

ID : 062-216200873-20251202-25_11_27-DE



L'an deux mil vingt-cinq, le vingt-cinq novembre à dix-huit heures et trente minutes, les Membres du Conseil Municipal se sont réunis, suivant la convocation du 21 octobre deux mille vingt-cinq, sous la présidence de Monsieur Jean-Michel BOUHIN, Maire.

Etaient Présents Monsieur Jean-Michel BOUHIN, Maire, Mesdames Marie-Antoinette RAYMOND, Murielle DELEZOIDE Adjointes au Maire, Monsieur Hervé DEBARRE, Vincent KERCKHOVE Adjoints au Maire, MM Sylvain IKET, Michel BRAME Conseillers Municipaux, Mesdames Hélène RIGOBERT, Jennifer DELTOMBE conseillères municipales la majorité étant atteinte, les membres en exercice peuvent délibérer en exécution de l'article L2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mmes Stéphanie DORLENCOURT et Dorianne DUBOCQUET, MM Alain ZEGRE, Willy SCHRAEN, sont absents

M. Hervé DEBARRE est désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, qu'il accepte, assisté des Services Administratifs, pour rédiger les Procès-verbaux de séance, l'assister dans les opérations de vote et de tenue du Registre des Délibérations conformément à l'article L2121-15 du CGCT.

Monsieur le Maire demande l'approbation du compte-rendu du deux septembre deux mil vingt-cinq propose la signature du Registre précisant l'article 2121-23 du Code Général des Collectivités Territoriales ; à l'unanimité le compte-rendu du deux septembre deux mil vingt-cinq est adopté à l'unanimité.

Les membres présents, Monsieur le Maire déclare la séance ouverte à 18 heures 35 minutes

Délibération 25 11 27

CONVENTION AVEC LE CDG POUR DEMATERIALISATION DES MARCHES PUBLIC

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu le Code de la Commande Publique, et notamment l'article L.2511-1 relatif au quasi régi ;

Vu le décret 85-643 du 26 juin 1985 modifié relatif aux Centres de Gestion institués par la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu la délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion n°2023/21 du 30 mai 2023 ;

Vu La délibération du conseil d'administration du Cdg62 en date du 15 octobre 2024 ;

Considérant que selon l'article L452-40 du Code Général de la Fonction Publique qui précise « En sus des missions mentionnées aux sous-sections 1 et 2, les centres de gestion peuvent assurer à la demande des collectivités et établissements mentionnés à l'article L. 452-1 et situés dans leur ressort territorial, toute tâche administrative complémentaire ainsi que les missions suivantes :

1° Conseils en organisation, notamment en matière d'emploi et de gestion des ressources humaines,

2° Conseils juridiques ;

3° Archivage et numérisation. »

Considérant que selon l'article L452-30 du Code Général de la Fonction Publique « Les dépenses supportées par les centres de gestion pour l'exercice de missions complémentaires à caractère facultatif mentionnées à la sous-section 5 de la section 2, sur la demande des collectivités ou établissements, affiliés ou non, sont financées :

1° Soit dans des conditions fixées par convention ;

2° Soit par une cotisation additionnelle à la cotisation obligatoire mentionnée à l'article L. 452-25, pour les seuls collectivités ou établissements affiliés.

La cotisation additionnelle est assise, liquidée et versée selon les mêmes règles et les mêmes modalités que la cotisation obligatoire. Son taux est fixé par délibération du conseil d'administration ».

Dans ce cadre le Cdg62 met à la disposition des collectivités et établissements, une plateforme de dématérialisation de la commande publique répondant à la définition de ~~procédure~~. Cette offre s'inscrit plus généralement dans la logique d'accompagnement que le Cdg62 a développé dans le domaine de la dématérialisation des procédures. Cette disposition est mise en place par convention.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide, à l'unanimité :
D'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention ci annexée.

A Bayenghem-lez-Eperlecques, le vingt-cinq novembre deux mille vingt-cinq
Pour extrait certifié conforme
Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus
Publié et rendu exécutoire le vingt-cinq novembre deux mille vingt-cinq

Le Maire

Jean-Michel BOUHIN

